



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/La-repartition-du-travail-III-Les>

21 mars 1978, date historique

La répartition du travail : III.

Les palliatifs envisagés

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1978 - N° 759 - août-septembre 1978 -

Date de mise en ligne : jeudi 24 avril 2008

Date de parution : août 1978

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

DANS les deux premières parties (1) de cette étude, nous avons montré que l'accroissement du chômage, amorcé ces dernières années, allait augmenter de fa son inéluctable tant en France que dans la Communauté Européenne et les pays semblablement développés. Nous l'avons montré, chiffres officiels à l'appui, pour répondre aux « optimistes » qui parlent de crise cyclique et attendent encore le plein emploi grâce à une miraculeuse relance.

Ce qui nous permet d'affirmer que même une relance générale ne viendra pas à bout du chômage dans la plupart des secteurs de la production, c'est que c'est par l'intermédiaire d'investissements nouveaux qu'économistes et hommes de gouvernements ont d'abord cherché à le résorber. Nous avons montré qu'à chaque fois, ces investissements s'accompagnent de nouvelles suppressions d'emplois. La raison est simple, elle a été expliquée ici- même depuis des années par Jacques Duboin : les investissements les plus rentables sont ceux qui suppriment de la main d'oeuvre. Et comme la rentabilité prime en économie de marché...

C'est sans beaucoup d'effet que certains gouvernements ont conditionné leur aide financière à la création de nouveaux emplois (Belgique, Irlande). En Grande-Bretagne et en Italie, on s'est plutôt tourné vers un all gement des charges salariales pour les entreprises. Le gouvernement néerlandais va même plus loin puisqu'il verse aux entreprises des sommes destinées à compléter les salaires des travailleurs embauchés au-dessous d'un certain traitement (2).

Les efforts les plus grands ont d  être orientés vers l'embauche des jeunes : une loi oblige les entreprises belges à embaucher comme stagiaires des jeunes au chômage ; en Allemagne Fédérale, des programmes d'instruction professionnelle et de formation permanente sont spécialement destinés aux chômeurs et surtout aux jeunes. En France, le gouvernement a pris en charge les cotisations patronales des jeunes. En Irlande, c'est une prime à l'emploi qui est accordée pour l'embauche des jeunes chômeurs.

Parallèlement à ces mesures tendant à augmenter les offres d'emploi (même temporaires...) , on a cherché à restreindre la demande, mais de fa son plus timide. En France, en Belgique, en Grande-Bretagne on a donné à certains travailleurs la possibilité de prendre une retraite anticipée... mais il faut en contrepartie que l'emploi ainsi libéré soit donné à un chômeur. Aux Pays-Bas, le travail à mi- temps est encouragé. En Allemagne, on a reculé l'âge minimum pour entrer dans la vie active. En France, on a offert une prime de 10 000 F aux travailleurs étrangers acceptant de rentrer dans leur pays. D'autres mesures spécifiques ont été essayées en France, au Danemark et au Luxembourg : relèvement des allocations familiales, possibilité d'interruption prolongée d'activité rémunérée, limitation des heures supplémentaires, extension de congés à salaire réduit. La communauté européenne contribue à ces efforts. Le fonds de développement régional va être utilisé pour une politique orientée en priorité vers la résorption du chômage. Le fonds social européen, par suite d'une décision du conseil des ministres de juillet 1975, va désormais subventionner l'emploi des jeunes, notamment par le biais de la formation professionnelle (2).

*

Toutes ces mesures montrent bien que face au chômage inéluctable, prévisible, voulu par la nature même des recherches effectuées par tant de générations avant nous, il n'y a pas d'autre remède que l'Economie Distributive (3) dont elles sont l'amorce évidente.

Un peu de bon sens, voyons ! De quoi manque-t-on ? De rien. On a de quoi produire pour nourrir et entretenir une population bien supérieure à celle du pays. La terre ne demande qu'à produire plus, les usines à tourner, les entreprises à entreprendre et les consommateurs les moins riches à consommer plus. Cependant qu'on détruit des denrées alimentaires pour en maintenir les prix et que le nombre d'entreprises en faillite vient, d'après l'INSEE, d'augmenter de plus de 17 % ces derniers mois ! Alors ? Où est le caillou qui coince l'engrenage ? Il réside dans le fait qu'on continue à évaluer les besoins des gens au contenu de leur porte-monnaie, lequel ne se remplit que si son propriétaire a trouvé un travail à faire. Or depuis que l'homme est sur terre, il cherche les moyens de faire faire le travail nécessaire

À son entretien par d'autres que par lui ! Son ingéniosité lui a permis d'abord d'inventer quelques outils rudimentaires puis à domestiquer des animaux. Tant que ces moyens limités ne faisaient que le soulager partiellement, il a dû s'organiser en une société basée sur l'échange, le marché, donc le profit. Mais ces temps sont révolus avec l'automatisation et les procédés modernes. On peut produire suffisamment sans faire travailler tout le monde et toujours. Il est donc nécessaire de dissocier travail et revenus : répartir le travail mais en même temps distribuer des revenus à tous de façon à ce que tout le monde

puisse vivre le mieux possible, harcelant ainsi de tant d'efforts d'emploi dans ce but.

*

Il faudra bien, heureusement, en arriver là. Mais auparavant, tout aura été essayé même l'impossible pour sauvegarder les bonnes habitudes et le sacro-saint profit. Cela devient apparemment de plus en plus difficile. N'est-ce pas le dernier combat que fut à Bonn la conférence au sommet ? Deux chefs d'Etat, dont celui du pays le plus industrialisé du monde, et notre bon V.G.E., cinq chefs de gouvernement, ceux du Canada, du Japon, de l'Allemagne Fédérale, de la Grande-Bretagne et de l'Italie, accompagnés de leurs ministres des Affaires Etrangères, de l'Economie et du Commerce Extérieur, ont déclaré clairement lors de la réunion des 16 et 17 juillet : « Notre principal souci est le chômage ». Le président Carter a eu beau proclamer que « chacun est allé à la limite de ce qu'il pouvait faire », il n'en reste pas moins que leurs déclarations d'intention n'émouvent plus personne tant on sait d'expérience que les réunions au sommet passent mais les problèmes demeurent. Ces déclarations, qu'on veut faire paraître efficaces, passeront en effet bien peu face à la loi du profit ! On en aura encore la preuve à l'issue des négociations commerciales multilatérales de Genève, dès la fin de cette année...

(1) Voir n° 757 et 758 de « La Grande Revue ».

(2) B. Seidel, DIW-Wochenbericht, 21-12-1977.

(3) Voir ci-dessous pages 15 et 16.